REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

CABINET DU PREMIER MINISTRE

COSO OUEST
Projet de Développement Communautaire et Local dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire

PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET LOCAL DANS L'OUEST DE LA COTE D'IVOIRE – COSO OUEST (P507888)

RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN MOBILISATION DES JEUNES ET COHESION SOCIALE (SMJCS) POUR LE COMPTE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET LOCAL DANS L'OUEST DE LA COTE D'IVOIRE (COSO-OUEST)

Termes de référence

Juillet 2026

Official Use Only

I- CONTEXTE

1.1 Justification du projet

Durant la dernière décennie, la Côte d'Ivoire a fait d'importants progrès sur le plan économique et de la gouvernance, renforçant sa position de moteur clé de la stabilité régionale, après les crises qu'elle avait subies. Cependant, les risques de fragilité régionale ainsi que des risques endogènes persistent et continuent de poser des défis dans un contexte de nouvelles pressions telles que la migration irrégulière, le changement climatique et les conflits liés aux ressources.

Pour faire face à ces défis, le Gouvernement ivoirien à travers les phases successives de son programme social dénommé PSGouv a réalisé d'importants investissements dans plusieurs domaines (eau, électrification, éducation, santé, emploi des jeunes, protection sociale, etc.), répondant aux besoins les plus urgents avec un axe dédié à la prévention de la fragilité dans les zones frontalières. En lien avec cette stratégie, le projet de Cohésion Sociale des régions Nord du Golfe de Guinée (COSO) mis en œuvre sur la période 2022-2028 avec une approche réussie de Développement Conduit par les Communautés (DCC) dans les localités frontalières vulnérables du Nord, démontre que la planification au niveau des villages, soutenue techniquement au niveau régional, peut renforcer durablement la cohésion sociale à travers la réalisation d'infrastructures et d'activités économiques identifiées et planifiés de façon inclusive par les bénéficiaires eux-mêmes au niveau local.

Les régions de l'Ouest du pays, en particulier dans le district des Montagnes, restent fragiles d'un point de vue économique et vulnérables aux conflits et aux risques de violence. Au titre des défis identifiés figurent la capacité des ménages à subvenir à leurs besoins alimentaires, les déficits en infrastructures lourdement affectées par les dernières crises militaro-politiques ainsi que les défis de gouvernance locale se traduisant en tensions communautaires exacerbées par les litiges fonciers.

C'est dans ce contexte que fort des acquis du projet COSO dans le Nord, le Gouvernement ivoirien avec l'appui du Groupe de la Banque mondiale a initié le Projet de Développement Communautaire et Local dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire (COSO-Ouest).

1.2 Présentation du projet

L'objectif de Développement du Projet (ODP) est d'améliorer l'accès à des services de base inclusifs et résilients ainsi qu'aux opportunités économiques dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire. D'un montant global de 100 millions de dollars US (environ 60 milliards FCFA), le projet cible environ 620 localités rurales (villages et campements) dans 35 sous-préfectures des régions du Tonkpi, Guemon et Cavally et sera mis en œuvre sur la période 2026-2030. L'approche de mise en œuvre sera la même que le projet régional COSO en cours dans le Nord, c'est-à-dire le Développement Conduit par les Communautés (DCC) ou le Développement Communautaire Local (DCL), qui met les communautés bénéficiaires au centre des décisions de planification, de mise en œuvre et de suivi des investissements financés à leur profit.

Le projet COSO-Ouest est structuré autour de quatre (4) composantes ainsi décrites :

- **Composante 1 : Un développement local résilient et inclusif au niveau communautaire (51 millions USD).**

Par l'approche DCC, la composante 1 financera des infrastructures communautaires et des AGR résilientes au climat. Ces investissements aideront les communautés à combler les lacunes critiques dans les services de base, à développer des opportunités économiques locales et à renforcer leur capacité à planifier, mettre en œuvre et maintenir les investissements prioritaires au fil du temps. La sous-composante 1.1 relative à l'accès aux services de base grâce à des infrastructures résilientes et inclusives (40 millions USD), finance des infrastructures communautaires à petite échelle et résilientes au climat qui répondent aux besoins les plus urgents des communautés. Quant à la sous-composante 1.2 relative à l'augmentation des opportunités de subsistance pour les femmes et les jeunes (11 millions USD), elle vise à promouvoir l'autonomisation économique des femmes et des jeunes grâce au financement d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) au niveau communautaire.

Official Use Only

- **Composante 2 : Développement socio-économique au niveau régional (21 millions USD)**

Cette composante soutiendra la réhabilitation et le développement d'infrastructures économiques locales résilientes au niveau régional, répondant aux besoins socio-économiques nécessitant des solutions inter-villages ou une planification descendante. Elle se concentrera sur le renforcement du Développement Economique Local (DEL) en améliorant l'accès au marché et la connectivité entre les zones de production et les pôles économiques, en favorisant la création d'emplois, tout en élargissant la fourniture d'eau potable sûre dans les localités ciblées. Collectivement, ces investissements devraient libérer le potentiel économique local en réduisant les coûts de transaction, en créant de nouvelles opportunités et en améliorant la fiabilité des services essentiels. En reliant les zones de production aux marchés et centres de services, la composante catalysera la croissance de l'agriculture et d'autres secteurs. L'expansion qui résulte de l'activité du marché devrait se traduire par une création d'emplois significative — en particulier pour les jeunes et les femmes.

- **Composante 3 : Génération de connaissances et renforcement institutionnel (18 millions USD)**

Cette composante soutiendra l'institutionnalisation de l'approche de Développement Communautaire Local (DCL) et renforcera la coopération entre les communautés et les institutions. Elle financera des travaux analytiques, le dialogue politique, des interventions ciblées de cohésion sociale et le renforcement des capacités des acteurs locaux et des institutions gouvernementales qui supervisent la planification du développement local. La composante élaborera des outils opérationnels et recommandations politiques, et renforcera les capacités locales à planifier, mettre en œuvre et surveiller des investissements inclusifs. La composante financera également une évaluation d'impact pour évaluer l'impact d'un accès équitable aux services sur la prestation des services du dernier kilomètre. Afin de tirer pleinement parti des outils numériques développés dans le cadre du projet COSO Nord, ces outils seront mis à jour et améliorés, en particulier la plateforme de gestion des connaissances et le registre de cartographie des investissements.

- **Composante 4 : Gestion du projet (10 millions USD)**

Cette composante soutiendra la gestion et la coordination du projet aux niveaux régional, national et sous-national en couvrant les coûts d'exploitation de la planification, de la mise en œuvre et de la supervision technique des activités ; la gestion et le suivi des Normes Environnementales et Sociales (NES) ; la Gestion financière (GF) et la passation de marchés ; la préparation de Plans de Travail et de Budgets Annuels (PTBA), ainsi que de rapports d'avancement, de communication et des modalités de suivi et évaluation, y compris la mise en place d'un Système de Gestion de l'Information (SGI) et d'un mécanisme de retour d'information pour les bénéficiaires du projet. Les activités de coordination soutiendront la création et le fonctionnement des Commissions Régionales d'Approbation et de suivi des Sous-projets (CRAS), du Comité de Pilotage National (CPN) et des comités techniques nationaux et locaux.

Le projet sera exécuté par une Unité de Coordination de Projet (UCP) sous la supervision du Cabinet du Premier Ministre, maître d'ouvrage du projet.

La principale représentation régionale (antenne régionale) du projet est basée à Man et des bureaux annexes à Guiglo et Duekoué. L'antenne régionale collaborera avec les acteurs au niveau local notamment les Comités de Développement villageois (CDV) qui seront suscités par le projet au niveau village, les Collectivités (communes et régions), les représentations locales des Ministères sectoriels et les CRAS présidés par les Préfets de région et chargés d'examiner et approuver les sous-projets priorisés au niveau village.

Les présents termes de référence sont relatifs au recrutement d'un **Spécialiste en Mobilisation des Jeunes et Cohésion Sociale** pour le compte de l'Unité de Coordination du projet COSO-Ouest.

Official Use Only

II- RESPONSABILITES ET TACHES

2.1 Responsabilités

Sous l'autorité du Coordonnateur du projet COSO, le **Spécialiste en Mobilisation des Jeunes et Cohésion Sociale** est en charge de la supervision des activités du volet mobilisation de jeunes et les actions de promotion de la cohésion sociale. A ce titre, Il assurera la planification, la coordination, le suivi et la revue des activités, notamment celles qui sont confiées à la (ou les) structure(s) recrutée(s) pour l'appui à la réalisation des activités de ce volet.

2.2 Principales tâches

De façon spécifique, le **Spécialiste en Mobilisation des Jeunes et Cohésion Sociale** aura pour principales tâches de :

- Veiller à la participation active des jeunes au processus de Développement Communautaire Local (DCL), en collaboration avec le Spécialiste en Développement Communautaire Local ;
- Définir une feuille de route précise et un cadre technique de performance des acteurs d'accompagnement pour les activités de mobilisation des jeunes et assurer le suivi de la conformité de leurs prestations ;
- Identifier les opportunités d'insertion socio-professionnelle des jeunes dans les zones d'intervention du projet et conduire leurs mises en œuvre avec l'appui des partenaires spécialisées, en collaboration avec le Spécialiste en Développement Economique Local ;
- Identifier les besoins, coordonner et superviser le renforcement des capacités des acteurs clés (directions techniques des collectivités, coopératives, comités de développement et communautés villageoises, etc.) dans le cadre des activités de jeunes et de cohésion sociale ;
- Élaborer les termes de référence (TdR) et s'assurer de la bonne exécution de toutes les études et travaux liés au volet mobilisation des jeunes et cohésion sociale ;
- Concevoir et tenir à jour une base de données de la jeunesse des zones cibles, incluant les domaines d'activités, les sous-projets réalisées et les résultats, en collaboration avec l'équipe de suivi-évaluation ;
- Assurer le suivi, la supervision et l'évaluation des différentes activités de mobilisation des jeunes et de cohésion sociale en vue d'apprécier l'efficacité de la logique d'intervention tel que stipulée dans le document d'évaluation du projet ;
- S'assurer de la complémentarité des actions (sous-projets) financés par le projet avec les autres projets et programmes intervenant dans le même cadre géographique et sur des thèmes similaires ou connexes ;
- Participer à l'élaboration des Plans de Travail et de Budget Annuel (PTBA) en définissant les besoins en études, formation et toute autre activité en relation avec son domaine ;
- Produire et transmettre au Coordonnateur des rapports périodiques liés à l'exécution des activités relevant de son domaine.

Le **Spécialiste en Mobilisation des Jeunes et Cohésion Sociale** effectuera par ailleurs toutes autres tâches à la demande du Coordonnateur du projet, en lien avec ses responsabilités.

III- PROFIL

3.1 Formation

- Être titulaire d'un diplôme d'étude supérieure de niveau minimum Bac+5, en sciences sociales, domaine connexe ou équivalent.

Official Use Only

3.2 Expériences professionnelles

- Avoir une expérience générale d'au moins 8 années, notamment dans des projets ou programmes de développement impliquant l'appui aux jeunes ;
- Avoir une expérience d'au moins 3 années à un poste dans la planification et le déploiement d'activités au profit des jeunes, le développement communautaire ou local ;
- Avoir conduit avec succès un projet d'insertion professionnelle des jeunes (hommes et femmes) dans un contexte multiculturel ;
- Avoir une expérience dans des projets ou programmes financés ou co-financés par la Banque mondiale ou tout autre bailleur de développement serait un atout.

3.3 Aptitudes et qualités requises

- Avoir une bonne capacité rédactionnelle et de communication en français ;
- Avoir la capacité de collaborer avec une diversité de parties prenantes ;
- Être organisé, rigoureux et capable de produire des résultats de qualité dans les délais impartis ;
- Avoir une bonne maitrise de l'outil informatique et notamment des logiciels usuels (Word, Excel, Powerpoint, etc.) ;
- Avoir des aptitudes à la résolution des problèmes liés à la cohésion sociale ;
- Être sensible aux problématiques des jeunes ;
- Être une personne reconnue pour son honnêteté, sa discrétion et son aptitude à travailler en équipe.

IV- LOCALISATION DU POSTE

Le **Spécialiste en Mobilisation des Jeunes et Cohésion Sociale** sera en poste à Man, à l'antenne régionale du projet. Il sera amené à effectuer des déplacements réguliers dans la zone cible du projet dans le cadre de ses responsabilités.

Le **Spécialiste en Mobilisation des Jeunes et Cohésion Sociale** interviendra à temps partiel sur les projets COSO Ouest (50%) et COSO Nord (50%).

V- DUREE DU CONTRAT

Le **Spécialiste en Mobilisation des Jeunes et Cohésion Sociale** interviendra à temps plein dans le cadre de sa fonction. La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable à la suite d'une évaluation de performance annuelle jugée satisfaisante.

VI- CRITERES DE PERFORMANCE

Le **Spécialiste en Mobilisation des Jeunes et Cohésion Sociale** sera évalué sur la base de ses capacités à exécuter efficacement sa(ses) mission(s). L'évaluation de sa performance sera faite sur la base d'éléments d'appréciation entre autres :

- Des critères qualificatifs ou intrinsèques ;
- Des critères techniques ;
- Des critères liés aux résultats.

Une grille détaillée spécifique au poste précisera les critères d'évaluation.

Official Use Only

VII- METHODE DE SELECTION

Le recrutement sera effectué sur une base concurrentielle et transparente s'appuyant sur les critères de présélection définis dans le profil du poste. Si le candidat a un lien direct/indirect avec un ou plusieurs personnels de l'Unité de Coordination du Projet, il a l'obligation de le signaler dans son dossier de candidature.

Le recrutement sera effectué en deux (2) phases :

- Une phase de présélection des candidats en vue de l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour la mission au regard de l'analyse des CV reçus ;
- Une phase de sélection par interview des candidats présélectionnés sur la liste restreinte approuvée par la Banque Mondiale.

Le candidat retenu à l'issue de la phase d'interview sera invité à une séance de négociation de son contrat de travail.

NB : Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour la phase des entretiens de sélection. Par ailleurs, les candidats ayant le statut de fonctionnaire devront, avant leur recrutement, se conformer aux dispositions en vigueur.

VIII- CONSTITUTION ET DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidat(e)s intéressé(e)s devront soumettre un dossier de candidature en langue française comprenant :

- **Une lettre de motivation** adressée à la Coordonnatrice du projet COSO ;
- **Un curriculum vitae (CV)** détaillé présentant au mieux les spécifications notifiées dans le profil recherché et précisant les **référents professionnels** (noms, titres et coordonnées des personnes de référence pour les postes occupés) ;
- **Les photocopies des diplômes** et/ou attestations pour les déclarations figurant dans le CV.

Les dossiers de candidature doivent être rédigés en français et adressés à Madame la Coordonnatrice du projet COSO au plus tard le **31 Août 2026 à 16 heures 30 minutes,** avec la mention : « **Candidature au poste de Spécialiste en Mobilisation des Jeunes et Cohésion Sociale au Projet de développement communautaire et local dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire (COSO-Ouest) »,**

- Soit par voie électronique à l'adresse suivante, en un seul dossier pdf : **recrutements-cosoouest@coso.ci** ;
- Soit sous pli fermé, en cinq (5) exemplaires (1 original et 4 copies), et déposés à l'adresse géographique indiquée ci-après :

Projet de Cohésion Sociale des régions Nord du Golfe de Guinée (COSO)
7ième Tranche, Rue de la Résidence les Flamboyants
Tel : 27 22 22 30 50
infos@coso.ci

Les dossiers de candidatures reçus feront l'objet d'un enregistrement sur la fiche de réception ouverte à cet effet au secrétariat du projet COSO.

Official Use Only